

Bâtiment durable

Des opportunités pour les acteurs franciliens de l'économie sociale et solidaire



En Île-de-France, les bâtiments sont à l'origine de 50 % des émissions de gaz à effet de serre. Cela induit une mutation profonde de ses métiers vers des pratiques plus durables. Tirée par des réglementations et législations toujours plus ambitieuses, cette évolution génère des besoins forts en matière d'adaptation des compétences, d'amplification des démarches de coopération, de diversification des financements, etc.

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) peuvent jouer un rôle dans la mutation de la filière. Certains d'entre eux développent déjà des savoir-faire à forte valeur ajoutée : insertion par l'activité économique, habitat participatif, autoréhabilitation... Des initiatives diverses qui partagent la recherche d'un équilibre entre respect de l'environnement, utilité sociale et pérennité financière.

Fort de ces constats, le Réseau Economie Sociale et Environnement (RESE) qui accompagne les acteurs de l'ESS engagés dans l'économie verte, a mené une réflexion sur la filière du bâtiment durable. Des opportunités de développement ont été identifiées que les acteurs franciliens de l'ESS, positionnés ou non dans le bâtiment, peuvent saisir.



LE BÂTIMENT DURABLE

Il regroupe les activités qui contribuent à réduire l'impact environnemental du bâti, en veillant à garantir de bonnes conditions de travail pour les professionnels et à assurer la santé et le confort des usagers dans une optique de soutenabilité économique. Il privilégie une approche globale du bâtiment tout au long de son cycle de vie.



Savoir-faire existants de l'ESS et évolutions du bâtiment francilien



Le bâtiment, une filière en mouvement

Les professionnels du bâtiment doivent s'adapter à des standards de performance énergétique ambitieux : Réglementation Thermique 2012 pour le neuf, Bâtiment Basse Consommation (BBC)... Une coopération renforcée entre les différents corps de métier de la construction (architecte, bureau d'études, artisans...) permet d'y répondre. La connaissance de la thermique globale du bâti ou l'utilisation de matériaux naturels gagnent en importance. C'est aussi le cas des métiers de sensibilisation aux écogestes, d'information et de conseil aux particuliers pour des travaux de rénovation.

Pour répondre aux besoins en formation des professionnels, des dispositifs existent comme FEE Bat, complétés au niveau francilien par des démarches telles que le Programme Régional Qualifiant Compétences (PRQC) ou BATIRECO, porté par la Fédération du BTP 77.



Zoom : la Loi sur l'ESS

Adoptée en 2014, elle reconnaît l'importance de l'ESS au sein de l'économie française, et fixe pour ses acteurs un cadre juridique structurant pour faciliter les changements d'échelle, la création de partenariats et la mobilisation de financements. À noter : le texte encourage le recours à des statuts coopératifs. Il apporte aussi une définition aux Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) et rappelle le rôle essentiel que jouent les entreprises d'insertion dans la poursuite des objectifs du Grenelle de l'Environnement en matière de bâtiment.

Historiquement, les acteurs de l'ESS ont été peu présents dans le secteur du bâtiment, mais en Île-de-France plusieurs d'entre eux portent des initiatives emblématiques. Leur positionnement a parfois été précurseur, à l'image de l'entreprise d'insertion APIJ Bat dont le virage vers le bâtiment durable s'est effectué dès le début des années 2000.

Au niveau régional, trois profils d'acteurs de l'ESS positionnés dans le bâtiment peuvent être distingués : des grandes coopératives du bâtiment, des structures d'insertion par l'activité économique et des porteurs de projets participatifs. Le niveau d'intégration des critères de développement durable varie selon les acteurs.

Pour amplifier la diffusion des pratiques du bâtiment durable au sein de l'ESS, les démarches de coopération multi-acteurs vont constituer un levier-clé. Les Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) pourraient faciliter la mise en place de partenariats locaux fructueux entre des acteurs de l'ESS, des entreprises et les pouvoirs publics.

Retour d'expérience

Alter-Bâtir

Créée en 2006, Alter-Bâtir est la seule coopérative d'activités et d'emplois francilienne spécialisée dans l'écoconstruction. Elle regroupe 89 membres aux expertises diverses dans le domaine du bâtiment (architectes, ébénistes, métalliers, ravaleurs, ou encore maçons du bâti ancien). Ce statut leur permet d'être salariés tout en restant auto-entrepreneurs. La mutualisation des ressources et des compétences apporte aux artisans sécurité et nouvelles opportunités de marché.

www.alterbatir.fr



Les grandes coopératives du bâtiment

Actrices historiques du secteur du bâtiment, les grandes sociétés coopératives et participatives (SCOP) franciliennes adoptent progressivement des approches plus durables. En 2014, dix d'entre elles (Alpha TP, TPE, SNTPP, STPEE, UCP, Les Maçons Parisiens, Les Charpentiers de Paris, TBM, Euroscop et TPU) se sont engagées dans l'élaboration d'un label RSE/SCOP, une initiative portée par la Fédération Française des Artisans Coopérateurs du Bâtiment (FFACB). L'objectif: valoriser les coopératives qui intègrent des préoccupations socio-environnementales dans leurs activités.

Au-delà de la nécessaire adaptation aux réglementations thermiques, la construction durable peut aussi constituer un positionnement volontaire et différenciant pour certaines d'entre elles: c'est le cas de la coopérative d'activités et d'emplois Alter-Bâtir.

Les structures d'insertion par l'activité économique (IAE)

Le bâtiment représente près de 15 % des chantiers d'insertion de la région. Embauchant temporairement des personnes en difficulté pour faciliter leur retour à l'emploi, ces structures conduisent généralement de front des activités dans plusieurs domaines. Elles sont présentes sur le marché du second œuvre mais également de l'aménagement urbain ou encore du paysage.

La prise en compte de la performance environnementale est de plus en plus partie intégrante de leur mission sociale. Des initiatives pilotes combinent bâtiment durable et IAE, telles D.A.M.E.S ou VIE qui forment des femmes aux métiers de la construction durable.

Les projets participatifs

L'Île-de-France héberge de nombreux projets d'habitat participatif. Autopromotion, autoréhabilitation accompagnée, codesign... Ils partagent tous une dimension d'innovation sociale: ils explorent des alternatives aux modèles traditionnels de conception et de construction pour répondre à des besoins sociétaux tels que la lutte contre le mal logement ou la création de lien social.



L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE)

L'IAE permet à des personnes en difficulté et éloignées de l'emploi de bénéficier d'un contrat de travail pour une durée temporaire. Avec un objectif: faciliter leur insertion sociale et professionnelle future grâce à l'apprentissage notamment de nouvelles compétences. Ce travail est souvent effectué dans le cadre d'ateliers et de chantiers d'insertion temporaires ou permanents, comme la rénovation d'un bâtiment, qui permettent une mise en pratique des acquis.



Retour d'expérience

L'association intermédiaire Vexin Insertion Emploi (VIE)

L'association intermédiaire Vexin Insertion Emploi (VIE) a initié en 2013 un partenariat avec le PNR du Vexin pour la création d'une plateforme de découverte des métiers du bâtiment durable à Vigny (Val-d'Oise). Les travaux d'aménagement de l'ancien bâtiment industriel qui accueillera la plateforme, sont effectués dans le cadre d'un chantier d'insertion et mobilisent des techniques et matériaux durables. Le lieu sera ouvert au grand public pour des événements de sensibilisation à l'écoconstruction (conférences, stages, etc.).

www.associationvie.fr

Retour d'expérience

Bellastock, Plateforme d'innovation architecturale collective

En 2012, le projet d'écoquartier fluvial de l'Île-Saint-Denis a offert à l'association l'opportunité d'implanter un laboratoire de recherche et d'expérimentation intitulé « ACTLAB » au cœur du chantier. 1 000 étudiants et jeunes architectes ont donné une seconde vie à des déchets et matériaux de chantier en les transformant en mobilier urbain. Dans une optique de sensibilisation, les réalisations sont exposées aux futurs habitants de l'écoquartier. Ceux-ci peuvent participer à des ateliers collectifs de création ouverts à tous.

www.bellastock.com



Opportunités de développement pour l'ESS



Coordonner des opérations de rénovation énergétique

En Île-de-France, le parc actuel de logements représentera plus de 90 % des consommations énergétiques du secteur du bâtiment en 2020. Sa rénovation constitue donc le premier levier pour réduire l'impact environnemental du bâti régional. Pour atteindre un bon niveau de performance énergétique, une coordination de l'ensemble des acteurs intervenant aux différentes phases du chantier est recommandée. Dans les faits, c'est encore rare. Pourtant, les particuliers sont de plus en plus demandeurs de solutions « coordonnées » pour la rénovation de leur logement, avec un prestataire unique tout au long des travaux.

Intervention

Les acteurs de l'ESS peuvent jouer ce rôle de coordinateur et d'ensemblier de compétences. À Commercy (Lorraine), la société coopérative d'intérêt collectif SAVÉCOM propose par exemple à des ménages en situation de précarité énergétique un accompagnement « clé en main ». En mobilisant des thermiciens et des professionnels locaux du bâtiment, la SCIC coordonne toutes les étapes du processus de rénovation : diagnostic thermique initial, modèle de financement, réalisation et suivi des travaux, etc.

Quels atouts ?

Les approches partenariales et transversales sont au cœur de l'ESS. Cette culture de la coopération multi-acteurs représente une véritable plus-value pour coordonner des opérations de rénovation. Une approche environnementale globale de la performance pourrait être proposée, prenant en compte l'ensemble des interactions du bâtiment avec son environnement (gestion des déchets, limitation des pollutions de l'eau, de l'air et des sols, etc.).



Accompagner des ménages en situation de précarité énergétique

Plus de 331 000 ménages franciliens sont en situation de précarité énergétique (étude ARENE - INSEE 2014). L'accompagnement de ces familles constitue une démarche solidaire qui prend en compte la dimension socioéconomique et permet d'agir sur l'impact environnemental du bâti.

Intervention

Identification des ménages en situation de précarité, réalisation de diagnostic sociotechnique à domicile, appui à la constitution de dossier de demandes de subvention à la rénovation thermique, installation de petits équipements plus performants, sensibilisation aux écogestes... Ces activités possèdent une forte valeur ajoutée et répondent à des besoins non satisfaits par le secteur du bâtiment traditionnel.

Quels atouts ?

L'accompagnement social de personnes en difficulté, l'éducation à l'environnement et à l'énergie, la création de lien social, etc. sont autant d'expertises portées par les acteurs franciliens de l'ESS. Plusieurs sont déjà engagés dans ce type d'accompagnement à une échelle locale, forts de leur connaissance fine des besoins locaux. Des synergies entre acteurs de l'ESS peuvent être explorées selon les cœurs de métier de chacun et à différentes échelles.



Retour d'expérience

Les Compagnons Bâisseurs Île-de-France



Depuis 2012, l'association lutte contre le mal logement en organisant notamment des chantiers d'« autoréhabilitation accompagnée ». Des animateurs techniques encadrent des petits travaux d'embellissement, d'entretien de plomberie, de menuiserie ou encore d'isolation. Les gestes essentiels de la rénovation sont également enseignés dans le cadre d'ateliers de quartier gratuits et ouverts à tous. Les habitants formés deviennent de véritables relais de compétences ; la démarche favorise ainsi la création de réseaux d'entraide sur les territoires.

www.compagnonsbatisseurs.org

Former des personnes en difficulté à la construction durable



Le nombre de professionnels formés au bâtiment durable est encore insuffisant pour répondre aux besoins actuels et aux exigences nouvelles. Les acteurs de l'ESS peuvent contribuer au défi de la montée en compétences, en particulier les acteurs de l'insertion. Lancer une activité dans le bâtiment durable est une possibilité de différencier leur activité d'insertion tout en renforçant l'employabilité des personnes en difficulté.

Intervention

La durée et la technicité d'un parcours d'insertion dans la filière du bâtiment durable peuvent être modulées selon les publics ciblés :

- > la découverte des métiers de l'écoconstruction, sur un jour ou deux, pour réfléchir à une orientation professionnelle ;
- > l'apprentissage des « fondamentaux » du bâtiment durable dans le cadre d'un chantier d'insertion ;
- > organisé sur plusieurs mois, le chantier pourra viser l'acquisition de savoir-faire plus spécialisés ou qualifiants (ossature bois, isolation par l'extérieur...).

Quels atouts ?

L'activité d'une structure d'insertion par l'activité économique couvre souvent une diversité de métiers : bâtiment, mais aussi paysage, informatique, ménage, recyclage... Des synergies peuvent être générées entre ces différentes activités. L'entreprise d'insertion Extramuros basée à Gennevilliers, réalise des meubles à partir de déchets de toutes sortes.

Retour d'expérience

L'entreprise d'insertion APIJ Bat



Créée en 1986 et implantée à Saint-Denis, APIJ Bat s'est spécialisée dans la construction et la rénovation écologiques. Elle permet à des personnes éloignées de l'emploi de se former aux métiers du bâtiment durable. Elle a notamment réalisé le bardage de la Halle Pajol, bâtiment à énergie positive dans le XVIII^e arrondissement de Paris. La démarche d'APIJ Bat se fonde sur la recherche d'une forte « intensité sociale », valorisant le travail manuel et privilégiant les matériaux naturels comme le bois.

www.apijbat.com



Former à la restauration durable du patrimoine ancien



La restauration du petit patrimoine local dans un objectif écologique et social représente une demande croissante des collectivités d'Île-de-France.

Intervention

La restauration du patrimoine nécessite l'apprentissage de compétences très spécialisées, comme la maîtrise de matériaux traditionnels (terre, chaux...) utilisés en maçonnerie du patrimoine. L'acquisition de ces savoir-faire peut permettre à des personnes en difficulté d'accéder à un emploi ou à une formation.

Quels atouts ?

Les acteurs de l'insertion sont amenés à nouer des partenariats fructueux avec des professionnels du secteur traditionnel du bâtiment pour bénéficier d'expertises complémentaires, préparer l'accès à l'emploi de leurs salariés, renforcer leur offre et changer d'échelle. Grâce à la constitution de groupements conjoints avec des entreprises locales, l'association d'insertion Acta Vista, spécialisée dans la restauration du patrimoine, peut se positionner sur les marchés publics de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.





Concevoir des solutions de logements écologiques et économiques

L'Île-de-France est confrontée à trois défis : des besoins en constructions neuves très importants, la rareté du foncier et le coût élevé du logement. L'invention de solutions performantes sur le plan écologique, mais aussi accessibles à des ménages aux revenus limités, est nécessaire.

Intervention

Une approche globale du coût et du cycle de vie de l'habitat favorise les champs d'innovation architecturale : espaces de vie partagés et adaptables, préfabriqués écologiques démontables, constructions à base de matériaux facilement recyclables, etc. Des modèles alternatifs explorés aujourd'hui par des acteurs de l'ESS comme la SCOP Univers & Conseils.

Quels atouts ?

Les acteurs de l'ESS auront davantage d'opportunités en jouant le rôle d'opérateurs de proximité et en proposant le montage de logements « clé en main » adaptés aux situations locales. Avec un enjeu : dépasser l'échelle du prototype en mobilisant des partenaires et des financements adéquats.

Retour d'expérience

Univers & Conseils



Univers & Conseils est une société coopérative et participative (SCOP) francilienne d'architecture. Avec le soutien de l'association Habitat et Humanisme, la SCOP a développé un prototype de structures préfabriquées à base de matériaux naturels : la « Maison qui déménage ».

Compacte et démontable, cette maison sera louée à bas prix à des familles en difficulté. Respectant la Réglementation Thermique 2012, elle allie par ailleurs performances économique et écologique.

www.univers-conseil.com



Développer une offre de conseil auprès des autoconstructeurs

L'autoconstruction et l'autorénovation assez présentes en Île-de-France sont des solutions qui permettent de réaliser des économies en limitant le nombre d'intermédiaires. Mais elles nécessitent de surmonter des contraintes et d'éviter des risques notamment en matière d'assurance. L'autoconstruction nécessite de mobiliser un réseau d'acteurs (assureurs, banquiers, architectes) pour être correctement menée.

Intervention

Un appui peut être apporté, de la conception du projet (conception des plans, aide aux choix des matériaux...) jusqu'à la réalisation du chantier (appui aux travaux). L'association des Compagnons Bâisseurs Île-de-France réalise par exemple des formations à l'autoréhabilitation dans des quartiers en difficulté.

Quels atouts ?

Les acteurs de l'ESS privilégient généralement des prestations « sur-mesure » à une approche standardisée. Bien comprendre les attentes s'avère en effet clé pour dimensionner correctement l'accompagnement.





Accompagner des projets d'habitat participatif



Les Lois ALUR et sur l'ESS donnent un cadre juridique à l'habitat participatif. Aussi appelé habitat groupé, il associe l'habitant à la promotion, conception et / ou construction de son futur logement. Avec près de 400 projets partout en France en 2014, l'habitat participatif bénéficie d'un intérêt renouvelé du grand public et des collectivités locales.

Intervention

Ces projets nécessitent un accompagnement professionnel dédié avec une assistance complète tout au long des étapes du projet participatif, incluant notamment: la constitution d'un groupe d'habitants volontaires, la recherche d'un terrain pour les futurs logements, l'expertise lors du montage financier et juridique, l'animation du chantier, ou la réduction de l'empreinte écologique du bâti.

Quels atouts ?

La médiation, l'accompagnement de projets collectifs constituent des domaines dans lesquels les acteurs de l'ESS ont développé des savoir-faire nécessaires à la conduite de projets d'habitat groupé. La constitution de partenariats solides et de confiance, en particulier avec des collectivités locales pour l'accès au foncier, est déterminante.

Retour d'expérience

La SCOPHEC



Créée en 2011, la SCOPHEC propose un accompagnement aux projets d'habitat participatif. La coopérative apporte notamment son appui à un groupe de familles volontaires pour la réalisation d'une vingtaine de logements « autopromus » sur le territoire de la Plaine Saint-Denis. Elle les accompagne dans la conception, le montage financier et dans la réalisation de leur futur habitat. Les constructions seront exemplaires sur le plan environnemental: un niveau de performance Bâtiment à Energie Positive (BEPOS) est visé et le recours aux matériaux naturels devrait être privilégié.

www.scophec.com



Intervenir auprès de personnes fragiles pour des travaux d'amélioration de leur logement



L'adaptation de l'habitat aux besoins des publics les plus fragiles, par exemple les seniors ou les personnes à mobilité réduite, est une préoccupation de plus en plus centrale pour les pouvoirs publics.

Intervention

Les actions à mener concernent aussi bien le repérage des logements inadaptés, le conseil sur les aides financières disponibles, l'assistance pour le choix des équipements... Un autre axe concerne la formation des entreprises de la construction aux exigences en termes d'accessibilité: adapter le logement aux personnes à mobilité réduite dès sa conception / construction. Quelques acteurs comme les PACT pour l'amélioration de l'habitat mènent ce travail en Île-de-France.

Quels atouts ?

Les acteurs de l'ESS ont développé un réel savoir-faire en matière d'accompagnement social des publics fragiles, ce qui leur permet de proposer des réponses adaptées à leurs besoins spécifiques en matière de logement.



Quatre leviers pour amplifier les initiatives régionales de l'ESS dans le bâtiment durable



Le secteur de l'ESS contribue aujourd'hui à la mutation de la filière du bâtiment en Île-de-France. Demain, il pourra jouer un rôle déterminant si quatre leviers sont actionnés :

1. accentuer les démarches de coopération entre acteurs de l'ESS, mais aussi avec le secteur traditionnel du bâtiment. Deux objectifs : mutualiser les expertises et développer des offres conjointes à forte valeur ajoutée ;
2. renforcer l'accompagnement des porteurs de projet sur des questions techniques et juridiques (explicitation des normes environnementales, information sur les certifications...) et d'un point de vue financier ;
3. favoriser la montée en compétences des acteurs : acquisition de savoir-faire techniques, ou encore en matière de gestion de projet ou de réponse aux appels d'offres publics ;
4. communiquer sur les pratiques professionnelles des acteurs de l'ESS dans le bâtiment durable : qualité des prestations, innovation durable et solidaire, etc. pourraient être davantage valorisées pour rassurer la clientèle.

Ce document est une synthèse de l'étude « Potentiels de développement de l'Economie Sociale et Solidaire dans la filière du bâtiment durable en Île-de-France », réalisée avec l'appui de Nomadéis en 2014. Menée dans le cadre des travaux du RESE, en associant étroitement les membres volontaires au sein d'un groupe projet, l'étude a reposé sur la réalisation d'une revue bibliographique approfondie, la conduite de 12 entretiens avec des porteurs de projet et l'animation de deux ateliers de concertation.

Le rapport final est disponible sur le site du RESE : <http://rese.arenidf.org>

Quelques sites utiles



- L'ARENE : www.arenidf.org
- La DRIEE : www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
- www.planbatimentdurable.fr
- L'Observatoire francilien des métiers de l'économie verte : www.tee-idf.net
- L'Atelier : www.atelier-idf.org
- Le Réseau inter-régional de l'habitat groupé : www.habitatgroupe.org
- La Fédération des SCOP du BTP : www.scopbtp.org
- Chantier Ecole Île-de-France : iledefrance.chantierecole.org
- Le réseau des PACT : www.pact-habitat.org



Le Réseau Economie Sociale et Environnement (RESE)

Le RESE a pour but de créer les conditions de rencontres, d'échanges et de productions entre des structures de l'économie sociale et solidaire, leurs réseaux et leurs partenaires territoriaux, afin d'identifier et transmettre des pratiques de développement durable et d'accompagner leur mise en œuvre. L'ARENE en assure le pilotage en partenariat avec la DRIEE (Direction Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie) Île-de-France.

